

RACHIDA DATI, LA CANDIDATE POUR CHANGER PARIS EN MIEUX

Devant les membres du mouvement patronal Éthic, dirigé par Sophie de Menthon, Rachida Dati candidate Les Républicains à la mairie de Paris, a présenté les grandes lignes de son projet pour changer Paris, en mieux.



Rachida Dati, candidate Les Républicains à la mairie de Paris et actuelle maire du 7^e arrondissement de Paris, était l'invitée de Sophie de Menthon, présidente du think tank Éthic, sur le thème : "Les élections municipales parisiennes : Qui pour sauver Paris ?". L'occasion pour la candidate de présenter les grandes lignes de son programme "Pour changer Paris en mieux". "Je fais beaucoup plus de terrain que de médias et pour cause, parce qu'il faut convaincre les Parisiens. Je crois à la politique qui change la vie des gens", a d'emblée indiqué Rachida Dati, qui

se déplace depuis plusieurs mois dans toute la capitale à la rencontre des Parisiens et des Parisiennes. "Je fais beaucoup campagne dans le Nord et l'Est de Paris. Les Parisiens ne comprennent pas ce que je fais à droite quand ils sont d'accord avec moi. D'autres me disent que je ne suis pas assez à droite. J'essaie de pouvoir répondre à tout le monde et de tenir des engagements, car c'est ce que, d'une manière générale, attendent tous les citoyens", a-t-elle ajouté.

S'occuper des habitants, aller à leur rencontre et leur rendre des comptes,

le principal rôle du maire selon Rachida Dati

La candidate est frappée de constater qu'à Paris, les habitants semblent avoir oublié que le rôle du maire est de s'occuper de ses concitoyens. "Je n'ai jamais vu une ville avec autant de collectifs, d'associations, de contestations, de recours... Ils oublient qu'il y a un élu", regrette-t-elle. Elle entend donc bien être la maire de tous les Parisiens. Elle a également rappelé qu'un maire doit aller à la rencontre et rendre des comptes. Or, elle dénonce le manque de comptes rendus sur les décisions prises par la Mairie de Paris et une

responsabilité remise sur le compte de l'État. Au vu du bilan de la gauche à la tête de la mairie de Paris depuis 25 ans, elle estime que la candidature d'Emmanuel Grégoire, Premier adjoint à la maire et adjoint à l'Urbanisme, n'apportera aucun changement à la politique locale menée sous Anne Hidalgo, puisqu'il représente la même équipe "en pire". "Être le maire de Paris, c'est sérieux. On ne peut pas dire que l'on a tout abîmé pendant 25 ans, que l'on s'est trompé et que l'on va faire autrement", tance-t-elle.

Reprendre possession de l'espace public à Paris face aux occupations illégales et aux campements de population

Autre mesure du programme de la candidate Les Républicains, reprendre possession de l'espace public parisien, en s'attaquant aux occupations illégales, notamment par les commerces qui dissimulent des trafics. "L'espace public appartient à la collectivité. Si vous laissez prospérer un commerce illégal, c'est que vous le voulez", insiste-t-elle, estimant que les habitants du Nord et de l'Est de Paris subissent une confiscation de l'espace public.

L'élue dénonce d'ailleurs un renoncement de la majorité socialiste d'Anne Hidalgo à faire usage de ses prérogatives pour protéger l'espace public des installations illégales de populations. Conséquence, dans plusieurs arrondissements de la capitale, comme dans les 18^e et 19^e arrondissements, à Barbès ou Stalingrad, les campements s'amoncellent. "Je les ai tous comptés. Et 99 % sont des gens qui n'ont pas de papiers, qui n'ont pas vocation à rester sur le territoire".

"Demain, si je suis la maire de Paris, je demanderai au préfet de région de pouvoir emmener ces personnes dans les endroits pour lesquels il y a des lieux d'hébergement en dehors de Paris, conformément au schéma national d'hébergement", a indiqué Rachida Dati.

"Rachida Dati annonce bâtir un corps de 5 000 policiers municipaux armés, formés, équipés, doubler le nombre de caméras de vidéoprotection pour atteindre 8 000 qui seront reliées à un centre de supervision urbain, lui-même rattaché à une antenne dans chaque arrondissement."

Fin de la préemption du logement social et un grand plan de rénovation du parc locatif existant

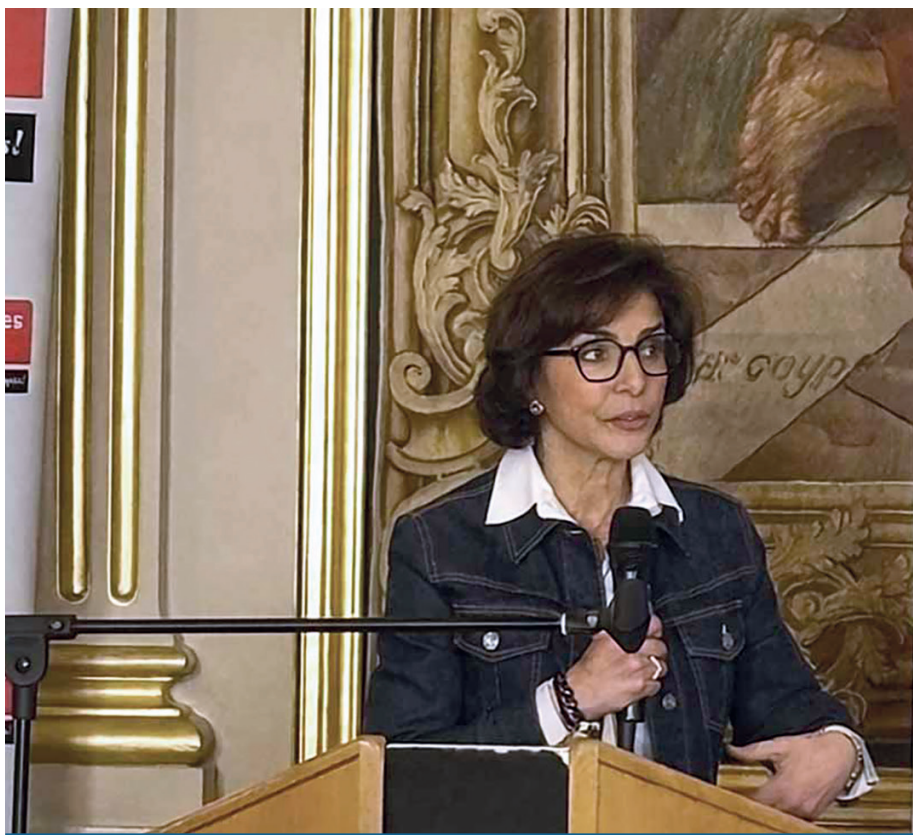
Interrogée sur le sujet de controverse entre la droite et la gauche, le logement social, l'édile critique fermement la politique menée par la maire sortante qui a conduit à recenser jusqu'à 45 % de logements sociaux dans les 13^e, 19^e et 20^e arrondissements. Elle relève également une raréfaction du logement dans le parc locatif privé. De facto, Rachida Dati entend donc mener une politique radicalement différente de ses prédécesseurs. "Ceux qui prétendent vouloir faire plus de logements sociaux, comme monsieur Grégoire, n'y ont jamais vécu", relève-t-elle, notant que le logement social amène davantage à la création de "ghettos" qu'à de la mixité. Elle l'assure, elle mettra fin à la préemption pour le logement social, mais orientera une partie du budget vers "un grand plan de rénovation" du parc social, en investissant dans la rénovation thermique, notamment.

Sécurité : 5 000 policiers municipaux armés, formés, équipés et une

politique pénale locale appuyée par le procureur de la République

L'élue a rappelé, à ce titre, que la sécurité est une prérogative du maire qui a la responsabilité de la prévention de la délinquance et de la tranquillité publique, donc de la sécurité. Elle annonce donc bâtir un corps de 5 000 policiers municipaux armés, formés, équipés, doubler le nombre de caméras de vidéoprotection pour atteindre 8 000, qui seront reliées à un centre de supervision urbain, lui-même rattaché à une antenne dans chaque arrondissement. Elle prévoit également de réactiver le Conseil local de prévention de la délinquance et de mettre en place une politique pénale locale avec le procureur de la République en fonction de la cartographie de la délinquance sur Paris. "Vous lui demandez des mesures, tous les trois mois, il vous rend compte que vous rendez ensuite à la population. C'est ce que je fais dans le 7^e arrondissement, alors que je n'ai aucune prérogative", explique l'édile.

Rachida Dati veut une capitale "propre 24 heures sur 24 et 7 jours sur sept"



Autre sujet au cœur de la campagne municipale, la propreté de la capitale, qui représente un budget de 800 millions d'euros, pour des résultats insatisfaisants. Rachida Dati relève une incohérence des circuits de collecte des déchets, et de l'organisation du ramassage des déchets ainsi qu'un déficit de mobilier urbain de propreté. "Je souhaite que la ville soit propre 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7", indique la maire du 7^e arrondissement, qui souhaite privatiser toute la collecte des déchets et lutter activement contre la prolifération des rats. En agissant sur la sécurité et la propreté, l'élue entend inverser la tendance de désertification de la capitale, qui perd ses forces vives, ses habitants, ses commerces et ses petites entreprises. "Je le dis très modestement, je ne fais pas du tout campagne de la même manière qu'en 2020. La sociologie a fortement changé. Les forces vives ne sont plus les mêmes et les attentes sont très différentes", a témoigné l'édile.

Changer de méthode de travail pour davantage de consultation des forces vives et une facilitation de l'installation des entreprises

Face à une dette parisienne qui atteint, à ce jour, 12 milliards d'euros, Rachida Dati entend changer de méthode et révoquer certaines dépenses : arrêter les préemptions de logements, réduire les subventions aux associations "qui n'ont aucun lien avec Paris", et réduire le nombre d'agents municipaux. Mais, elle l'assure, "ceux qui vous disent qu'ils vont réduire de 50 % les effectifs, je ne vois pas comment ils feront. Je ne promettrai pas une telle réduction". Elle prévoit toutefois le non-remplacement partiel des départs à la retraite. Sur les sujets d'attractivité de la capitale, l'élue regrette l'absence de concertation avec les habitants ou commerçants de proximité. "Nous sommes à 11 % de vacances aujourd'hui à Paris, le taux d'alerte étant de 10 % et la tendance à 14 %". À titre d'exemple, elle dénonce le fait que la rue de Rivoli ait été fermée

sans aucune étude d'impact. "Il faut revoir cette méthode de travail". Interrogée, à ce titre, sur l'éventualité de réhabiliter le référendum d'initiative locale pour les projets les plus onéreux, elle valide le processus de consultation, notamment à travers les études d'impact, mais estime que pour tout élu, "le référendum, c'est la loterie". Revenant au sujet du commerce, Rachida Dati a affirmé vouloir faciliter l'installation des entreprises. Pour cela, elle promet une simplification des procédures et une meilleure visibilité des interlocuteurs. "Pour moi, l'entreprise, ce n'est pas péché. C'est ce qui fait vivre Paris, qui est une capitale économique. Je ne souhaite pas que Paris tourne le dos à cette économie et je veux qu'elle reste capitale économique dans la plus grande région d'Europe". "Les élections municipales, ce n'est pas dire « votez pour moi, on verra ensuite ». C'est dire avant ce que vous allez faire et tenir vos engagements", a-t-elle conclu. ■

Lila Daoui